

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



mardi 1er octobre 2013

La leçon d'un petit pays des Andes

Ahmed HALFAOUI

En juin dernier, un tout petit pays d'Amérique du sud, l'Equateur, a proposé aux grands États-Unis une aide financière pour qu'ils améliorent la situation des droits de l'Homme chez eux.

L'information n'a pas beaucoup été relayée, pourtant il y a de quoi faire, quand ces mêmes États-Unis ne se privent pas de déployer une énergie inégale pour faire la même chose à travers le monde, par l'activisme tentaculaire d'organisations "non-gouvernementales", telles la National Endowment for Democracy (NED), le National Democratic Institute (NDI) ou Freedom House, dont on sait les effets dévastateurs sur un certains nombre de pays, surtout parmi les arabes et assimilés.

L'aide équatorienne s'élève à 23 millions de dollars destinés à financer une formation dans le domaine. Fernando Alvarado, le ministre de la communication de l'Equateur, a aussi rappelé que son pays avait ratifié "tous les documents relatifs aux mécanismes interaméricains en matière de droits de l'Homme" et a demandé à Washington à "en ratifier au moins un seul". Nous apprenons du même coup que le gouvernement étatsunien a quelques problèmes avec cette notion qui lui sert apparemment de prétexte pour agresser et détruire des pays. Et ce n'est pas le quidam qui peut être renseigné sur la chose ou qui aurait à l'idée que les États-Unis ne soient pas le modèle immaculé en la matière. Pourtant, à fouiner dans leur Constitution, l'on se rend immédiatement compte de la conformité criarde entre le texte et l'arrogance de la politique étrangère. On découvre que ce qui dérange ce sont les "droits économiques et sociaux", décrétés comme pouvant mettre en danger le système en vigueur, qui doit reposer sur la libre détermination de l'individu sur le marché libre de toute intervention de la puissance publique. Apporter, dans ce contexte, une quelconque protection aux plus faibles équivaldrait à porter atteinte à la cohésion, bâtie autour de l'idéologie individualiste. Ainsi, nous pouvons avoir un meilleur éclairage sur l'acharnement à "exporter" cette "démocratie" expurgée des droits qui dérangent, le "Way of life" que les Gi's disent défendre là où ils ont été projetés. Donc pas de contradiction en fait, puisque ce qui fait obstacle à l'expansion des "marchés" c'est cette propension à croire qu'il faut acheter la paix sociale par une redistribution d'une partie des richesses produites, ou à considérer que l'économie doit rejaillir sur le bien être de tous.

Deux attitudes incompatibles avec le libéralisme dans sa version étatsunienne, que certains pays d'Europe sont en train de mettre en œuvre, en allant à l'encontre d'une longue histoire de conquêtes sociales. Quittes qu'ils sont à balayer les derniers principes démocratiques, par une allégeance déclarée à l'oligarchie financière, qui dicte les lois et les politiques gouvernementales par-dessus les élus et les institutions censées être l'expression des peuples. Avec si le processus se maintient, sans rencontrer de résistance, la mise en place d'une gouvernance musclée, qui veillera à faire définitivement admettre les "droits de l'Homme" allégés de leurs substrats économiques.

Ahmed Halfaoui

<http://www.lesdebats.com>

<http://www.lesdebats.com>

<http://www.legrandsoir.info/la-lecon-d-un-petit-pays-des-andes.html>